

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Une période cruciale pour les SIG

Les services d'intérêt général (SIG) ne cessent d'être au centre des débats, que ce soit dans la presse, au sein des instances communautaires, dans les États membres, ou dans les débats de la société civile.

La gestion plus qu'aventureuse de beaucoup d'entreprises, publiques ou privées, chargées de mission d'intérêt général dans les télécommunications, les transports, l'électricité, l'eau, etc., ne cesse de faire l'actualité. Elle pose comme jamais les questions de la gestion démocratique, d'une véritable régulation et de l'évaluation démocratique de ces services dans toute l'Union et questionne, de fait, la responsabilité politique des instances décisionnelles, tant européennes que nationales et infra nationales. Les difficultés de ces entreprises, aujourd'hui, montrent qu'il n'est plus possible de laisser les SIG à la seule politique de la concurrence et aux visions étroitement nationales des États membres.

La Convention sur l'avenir de l'Europe, après une "phase d'écoute", va présenter des propositions de rédaction de textes dans les prochaines semaines. Compte tenu des résultats des auditions de la société-civile en juin dernier (voir bulletin 110/111), ainsi que des propositions du CELSIG (voir bulletin 107), de la Confédération européenne des syndicats, du CEEP, du Comité économique et social (voir ci-dessous), il serait inconcevable que la Convention ne mette pas à son agenda la question des SIG et de leur introduction dans le projet de Constitution européenne. La demande a été exprimée avec force par les ONG et largement relayée par nombre de "conventionneers". Rien n'est acquis, cependant, car beaucoup de forces agissent toujours contre la constitutionnalisation des SIG.

De son côté, la Commission, qui a publié avant l'été deux documents sur les aides d'Etat aux SIG et sur la méthodologie d'évaluation de ces services (bulletins 109 et 110), a été mandatée par le Conseil européen de Barcelone pour poursuivre l'examen d'un projet de directive cadre sur les SIG. Elle estime, cependant, que les États membres ne sont pas prêts pour une telle directive et a donc décidé, en juin dernier, de passer préalablement par la publication d'un Livre vert, au printemps 2003, afin de recueillir l'avis de toutes les parties concernées. Si la démarche, en soi, est bonne il ne faudrait pas qu'elle permette de retarder le travail et l'adoption de la directive cadre elle-même, au point qu'elle devienne inutile. Si le contenu et le questionnement du Livre vert sont donc très importants, ils doivent permettre d'aborder toutes les questions de façon ouverte, avec la volonté de surmonter les problèmes et de préparer efficacement la sortie de la directive cadre et la constitutionnalisation des SIG.

La période qui commence est cruciale pour les SIG. Le CELSIG va prendre dans les prochaines semaines diverses initiatives pour faire converger les initiatives de tous les acteurs sur les services d'intérêt général : d'une part auprès des conventionneers sur le contenu de la future constitution (ou traité) en matière de SIG et d'intérêt général européen, d'autre part auprès de la Commission sur le contenu du Livre vert et de la directive cadre.

J-C Boual, P. Bauby, K. Varin

A crucial period for SGI

Services of general interest (SGI) continue to be at the centre of a number of debates, be it in the press, within the Community institutions, within Member States or in debates in the civil society.

The more than adventurous management being practised by a number of firms, public or private, which have the responsibility of general interest missions in, telecommunications, transports, electricity, water etc; continue to fuel the news. As never before, it raises the question on the democratic management, genuine regulation and democratic assessment of these services throughout the Union and, as such, questions the political responsibility of decision making instruments, European as well as national and infra national. Problems encountered by these firms, today, show that it is no longer permissible to leave the fate of SGI exclusively to competition policy and specific national visions of Member States.

After the "consultation phase" the Convention on the future of Europe will, in the coming weeks, present proposals on the drafting of the texts. Considering the outcome of the hearings of the civil society, last June (see bulletin 110/111), as well as proposals from the CELSIG (see bulletin 107), the European Confederation of Trade Unions, the CEEP, the European Economic and Social Committee (see below), it is inconceivable that the Convention will not put on its agenda the issue of SGI and of their introduction in the European Constitution draft. The demand was strongly put forward by the NGOs and widely echoed by "conventionneers". However, nothing can be said to have been won yet, for, there are so many forces working against the constitutionality of SGI.

For its part, the Commission, which before summer had published two documents on State aid to SGI and on the methodology of the assessment of these services (bulletin 109 and 110), has been mandated by the European Council of Barcelona to carry on with the examination of the framework directive draft on SGI. It, however, is of the opinion that Member States are not yet ready for such a directive. Consequently, last June, it decided to first prepare a Green Paper, in Spring 2003, in order to draw in opinions from all concerned parties. Even though the move per se is commendable, it should not be allowed to delay the adoption of the framework directive to such an extent that it will be rendered useless. If the content and the questioning of the Green Paper are being considered so important, they should enable open discussions on all questions, with the willingness to surmount problems and effectively prepare the founding of the framework directive and the constitutionality of SGI.

Therefore, the period that commences is crucial for SGI. CELSIG will, in the coming weeks, take various measures to present initiatives from all concerned actors in services of general interest: before, on the one hand, the conventionneers in what concerns the content of the future constitution (or treaty) in matters of SGI and of European general interest and, on the other hand, before the Commission, in what concerns the content of the Green Paper and the framework directive.

J-C Boual, P. Bauby, K. Varin

Comité économique et social et SIG

Le Comité économique et social (CES) a adopté, le 17 juillet dernier, un avis exploratoire (CES 860/2002) sur les services d'intérêt général (SIG), élaboré à la demande du président Prodi. Le rapport présenté par Hernandez Bataller (Espagne) a recueilli 58 voix pour, 11 voix contre et 1 abstention. Le CES y émet des "observations générales".

Cet avis comporte notamment : "inclure à l'article 3 du traité CE une référence à la fourniture des SIG comme étant l'une des actions que la Communauté doit développer afin d'atteindre ses objectifs" (4.1); "les pouvoirs publics nationaux et supranationaux doivent être responsables de la promotion et de la protection de ces services, et une reconnaissance parallèle du lien entre l'accès à ces services et la citoyenneté européenne est nécessaire" (4.2); l'introduction de "la "subsidiarité fonctionnelle" au lieu de se limiter à la seule subsidiarité territoriale" (4.3); la présentation par la Commission d'une "proposition de directive cadre qui consolide les principes relatifs aux services d'intérêt économique général et dote les Etats membres de la flexibilité nécessaire en la matière" (4.4); la directive cadre "doit envisager les motifs qui justifient la création du service. Les motifs de création d'un SIG peuvent être d'ordre économique et social" (4.6); "un équilibre entre l'intérêt général et la concurrence" (4.7); "le financement de la part des pouvoirs publics, destiné à compenser les entreprises [chargées d'obligations de service public], doit être considéré comme compatible avec les normes communautaires dans la proposition de directive cadre" et le CES souligne "la différence de nature qui existe entre, d'une part, le principe de financement public [...] et le principe de droits exclusifs [...] et qu'il "existe également d'autres modes de financement : subventions croisées, aides sociales" (4.8.1); "la définition d'un SIG devra être effectuée au niveau le plus approprié et de manière complémentaire entre les différents niveaux [...] territoriaux" (4.8.2); l'établissement d'un "régime de protection afin de garantir les droits des consommateurs" (4.10); "un dispositif de réglementation" destiné à remplir des fonctions d'évaluation, contrôle, régulation (4.11); "afin de développer la participation démocratique et citoyenne, les gestionnaires des SIG doivent consulter les usagers [...] et les associer à l'évaluation des résultats des services" (4.14); "l'information, la consultation et la participation des travailleurs et de leurs représentants sont essentielles à une modernisation négociée de l'organisation de ces services" (4.15); "la création d'un Observatoire des SIG" (4.16); "exclure expressément de l'application des règles de concurrence et des dispositions relatives au marché intérieur les services ayant un rapport avec les systèmes éducatifs nationaux et l'affiliation obligatoire au régime de la sécurité sociale, ainsi que les services fournis par les organismes à caractère social, caritatif ou culturel à but non lucratif" (4.17); "les pouvoirs publics doivent promouvoir la défense des intérêts culturels des citoyens en tant que services d'intérêt général et garantir, notamment" des droits d'accès en ce qui concerne le livre, le secteur audiovisuel, la radiodiffusion, l'environnement culturel des services de la société de l'information (4.17.1); "la nécessité d'une approche spécifique en ce qui concerne la prestation et le financement des services publics de radiodiffusion, dans le but de garantir la protection des droits fondamentaux" (4.18).

Economic and Social Committee and SGI

On 17th July the European Economic and Social Committee (ESC) adopted an exploratory opinion (CES 860/2002) on services of general interest (SGI), drawn up on the request of president Prodi. The report presented by Hernandez Bataller (Spain) received 58 votes for, 11 against and 1 abstention. In it the ESC presents "general observations".

The opinion contains, in particular: "that Article 3 of the EC Treaty should include a reference to the provision of services of general interest in the list of activities to be undertaken by the Community to achieve its objectives (4.1); "national public authorities and supranational powers must be equally responsible for the promotion and protection of these services and at the same time the link between access to such services and European citizenship must be acknowledged" (4.2); the introduction of ""subsidiarity to be applied according to functional criteria" instead of being limited to "territorial criteria"" (4.3); the presentation by the Commission of a "proposal for a framework directive consolidating the political principles governing services of general economic interest and giving Member States the flexibility they need in this area" (4.4); the framework directive "should consider the reasons for setting up a service of general interest. These reasons for setting up a SGI can be both economic and social" (4.6); " a balance between the general interest and competition" (4.7); "public authority funding to compensate undertakings [entrusted with the operation of these services for costs incurred under public service obligations] must be considered as compatible with Community legislation in the proposal for a framework Directive" and the ESC stresses "the difference between the principle of public funding, [...] and the principle of granting exclusive rights [...and that] other methods also exist, such as: cross-subsidisation and social support" (4.8.1); " Services of general interest must be defined at the most appropriate level and with due respect for the various levels [...] territorial " (4.8.2); the establishment of "a protection system must be established to safeguard consumers' rights" (4.10); "a system of regulation" aimed at fulfilling the functions of assessment, monitoring and regulation (4.11); "in order to improve democratic participation and the participation of citizens, general interest service operators must consult users, [...] and involve them in assessing the performance of services" (4.14); "information, consultation and participation of workers and their representatives is essential to a negotiated modernisation of the way in which these services are organised" (4.15); "set up an observatory for SGI" (4.16); "services associated with national education systems and the mandatory membership of a basic social security scheme, and services provided by not-for-profit social, charitable and cultural entities, must be exempt from competition rules and provisions relating to the internal market" (4.17); "public authorities must promote the protection of citizens' cultural interests as a service of general interest and guarantee, in particular," a right to constant and protected access to certain cultural goods, such as books and the audiovisual sector, a right to high-quality access to the public broadcasting service, cultural environment of services in the information society (4.17.1); " specific focus needs to be given to the provision and financing of public broadcasting services in order to safeguard the protection of fundamental rights" (4.18).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.